



IMPORTANT : Le présent projet de Contrat d'exclusivité vaut Cahier des charges dans le cadre de la Consultation. Ce projet sera complété au regard de l'offre retenue pour les stipulations indiquées en rouge. Il pourra également être modifié à l'initiative du Palais de Tokyo, de façon non substantielle, en considération de cette offre. La version définitive du Contrat devra être signée par le Palais de Tokyo et le candidat retenu.

CONTRAT D'EXCLUSIVITÉ POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS AUDIOVISUELLES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le **Palais de Tokyo**, société par actions simplifiée au capital de 10 000 €, dont le siège social est au 13 avenue du Président Wilson, 75116 Paris, immatriculée sous le numéro RCS Paris 533 994 059, représentée par son Président, Monsieur Guillaume Désanges, ayant délégué sa signature à sa Directrice générale déléguée, Madame Marianne Berger-Laleix, dûment habilitée,

Ci-après dénommée le « **Palais de Tokyo** », d'une part,

ET

À COMPLÉTER : [Raison sociale], [forme sociale] au capital de [XX€], dont le siège social est situé [adresse], immatriculée au RCS de [XX] sous le numéro [XX], représentée par son/sa [fonctions], Monsieur/Madame [Prénom Nom], dûment habilité/e,

Ci-après dénommée le « **Contractant** », d'autre part.

Ci-après dénommés collectivement les « **Parties** » et individuellement la « **Partie** ».

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

Le Palais de Tokyo dispose d'un espace situé 13 avenue du Président Wilson à Paris (75116), à usage d'expositions. Le site est propriété de l'État, qui en concède la gestion et l'exploitation au Palais de Tokyo dans le cadre d'une convention de délégation de service public.

La mission du Palais de Tokyo est de contribuer au soutien et à la diffusion de la création actuelle, notamment dans le domaine des arts visuels.

Dans le cadre de sa mission, le Palais de Tokyo présente de nombreuses expositions et accueille régulièrement des événements artistiques. À titre indicatif, il est ouvert au public environ 310 jours par an, de midi à 22h, tous les jours sauf le mardi (et jusqu'à minuit le jeudi) et il est fermé le 1^{er} janvier, le 1^{er} mai et le 25 décembre.

Le Palais de Tokyo permet également l'occupation par des tiers (clients, mécènes et partenaires) de certains des espaces de son bâtiment, pour des durées déterminées. Dans le cadre de ces occupations (ci-après désignées les « **Privatisations** »), ces tiers organisent des événements (cocktails, conférences, défilés de mode, tournages, expositions, événements de relations publiques, etc.).

Ces événements peuvent avoir des durées variables (d'une demi-journée à plusieurs semaines) et certains de ces événements peuvent être importants en termes de surface et d'organisation et/ou peuvent avoir des besoins d'éclairage et ou audiovisuels conséquents.

Dans le cadre de ces événements, les clients, mécènes et partenaires du Palais de Tokyo, occupants temporaires du bâtiment et responsables de l'organisation desdits événements (ci-après désignés les « **Occupants** »), peuvent faire appel à un prestataire afin de répondre à des besoins audiovisuels.

Le Palais de Tokyo a organisé, au second semestre 2025, un appel d'offres pour la conclusion d'un contrat d'exclusivité portant sur la réalisation de prestations audiovisuelles sur le site du Palais de Tokyo auprès de ses Occupants.

A l'issue de cette procédure de consultation, l'offre du Contractant était la plus pertinente et intéressante au regard des critères fixés dans le dossier de la consultation et a été retenue.

Le présent contrat (ci-après dénommé le « **Contrat** ») permet ainsi de faire bénéficier le Contractant de cette exclusivité pour la réalisation de prestations d'éclairage, de sonorisation, de projection et diffusion de vidéos et de distribution électrique (ci-après dénommées les « **Prestations** ») dans le cadre des événements qui sont organisés par les Occupants au sein des espaces du bâtiment du Palais de Tokyo.

Le Palais de Tokyo et le Contractant ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de définir les modalités et les conditions dans lesquelles le Contractant intervient dans le cadre des événements organisés par les Occupants, au sein des espaces intérieurs du bâtiment du Palais de Tokyo, lors des Privatisations, et bénéficie d'une exclusivité pour la réalisation des Prestations dans ce cadre.

ARTICLE 2 - DURÉE DU CONTRAT

Le Contrat prend effet à compter de sa date de signature, pour une durée de deux (2) ans.

Les Prestations débiteront à la suite de cette signature, sans remise en cause des commandes de prestations audiovisuelles passées auprès d'une autre société avant cette date, qui pourront être effectuées par cette société après l'entrée en vigueur du Contrat (l'exclusivité prévue au Contrat portant ainsi sur toutes les commandes effectuées pendant la durée du Contrat).

Le Contrat est reconductible de manière expresse deux (2) fois pour une période de douze (12) mois. Le Contractant ne peut se prévaloir d'aucun droit au renouvellement automatique du Contrat.

D'une manière générale, à la fin du Contrat, qu'elle qu'en soit la cause, le Contractant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires ou à laisser prendre toutes les mesures jugées nécessaires par le Palais de Tokyo pour permettre la réalisation des Prestations par un nouveau prestataire exclusif ou la transition vers un autre fonctionnement relatif aux Prestations.

ARTICLE 3 - ESPACES DE PRIVATISATIONS

Le Palais de Tokyo autorise des occupations temporaires d'espaces (les Privatisations) de son site par des tiers (ses clients, mécènes et partenaires), les Occupants. Les Prestations du Contractant se tiendront ainsi au sein des espaces intérieurs du bâtiment du Palais de Tokyo, situés au 13 avenue du Président Wilson à Paris.

Les principaux espaces de Privatisations sont les suivants (surfaces et jauges indicatives) :

- La « **Galerie Haute** » située au niveau 3, d'une surface d'environ 490m² et pouvant accueillir jusqu'à 450 personnes en cocktail dînatoire / 200 personnes en diner assis ;
- Le « **Toguna** » situé au niveau 3, d'une surface d'environ 440 m² et bénéficiant d'une terrasse avec vue sur la Tour Eiffel, pouvant accueillir jusqu'à 350 personnes en cocktail dînatoire / 140 personnes en conférence ;
- Le « **Tokyo Art Club** » situé au niveau 3, d'une surface d'environ 180 m² et bénéficiant d'une terrasse de 40 m² avec vue sur la Tour Eiffel, pouvant accueillir jusqu'à 150 personnes en cocktail dînatoire / 80 personnes en conférence / 60 personnes en diner assis ;
- La « **Power Room** » située au niveau 3, d'une surface d'environ 180 m² et pouvant accueillir jusqu'à 150 personnes en cocktail dînatoire / 110 personnes en conférence / 60 personnes en diner assis ;
- La « **Grande Verrière** » située au niveau 2, d'une surface d'environ 950 m² et pouvant accueillir jusqu'à 700 personnes en cocktail dînatoire / 500 personnes en diner assis ;
- Le « **Saut du Loup** » situé au niveau 1, d'une surface d'environ 730 m² et pouvant accueillir jusqu'à 550 personnes en cocktail dînatoire / 350 personnes en diner assis ;
- L' « **Orbe New York** » et les « **Trois Conversations** » situés au niveau 1, d'une surface totale d'environ 810 m² et pouvant accueillir jusqu'à 600 personnes en cocktail dînatoire / 400 personnes en diner assis ;
- La « **Grande Rotonde** » située au niveau 1, d'une surface d'environ 450 m² ; pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes en cocktail dînatoire ;
- La « **Galerie Wilson** » située au niveau 1, d'une surface d'environ 550 m² ; pouvant accueillir jusqu'à 500 personnes en cocktail dînatoire ;
- La « **Galerie Seine** » située au niveau 1, d'une surface d'environ 900m² ; pouvant accueillir jusqu'à 700 personnes en cocktail dînatoire / 500 personnes en diner assis.

Il est entendu que cette liste n'est pas exhaustive et que le Palais de Tokyo peut mettre à disposition de ses Occupants d'autres espaces de son bâtiment.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

4.1 Nature des Prestations

Les Prestations portent sur l'éclairage, sur la sonorisation, sur la projection et la diffusion de vidéos, ainsi que sur la distribution électrique. Elles ne portent notamment pas sur l'enregistrement sonore, ni les prises de vues.

Le Contractant pourra ainsi être sollicité par les Occupants pour des besoins variés, dépendant de la nature des Privatisations, en matière d'éclairage (luminaires, projecteurs, spots, rails, poursuites, consoles, etc.), de sonorisation (enceintes, haut-parleurs, micros, consoles, amplificateurs, lecteurs CD, etc.), de vidéo (écrans, vidéoprojecteurs, lecteurs vidéos, etc.) et de distribution électrique (alimentation des équipements depuis le réseau électrique du Palais de Tokyo, câblage, rallonges, coffrets et armoires électriques, etc.).

Dans le cadre du Contrat, le Contractant est ainsi chargé de :

- Fournir, installer, mettre à disposition et retirer le matériel pour les Prestations, dans les secteurs susmentionnés ;
- Affecter le personnel nécessaire pour l'accomplissement des Prestations.

Les Prestations objets du Contrat se tiennent au sein des espaces de Privatisations du bâtiment du Palais de Tokyo, situés au 13 avenue du Président Wilson, 75116 Paris et mentionnés de façon non exhaustive à l'article 3 du Contrat. Il est entendu que les livraisons sont effectuées via le quai de déchargement du Palais de Tokyo situé 2 rue de la Manutention, 75116 Paris.

4.2 Etendue de l'exclusivité

Le Contractant bénéficie d'une exclusivité pour les Prestations vis-à-vis des Occupants du Palais de Tokyo, dans le cadre des Privatisations qu'ils y organisent.

Il est néanmoins entendu que cette exclusivité a pour limite l'exclusivité d'autres prestataires vis-à-vis des Occupants du Palais de Tokyo. Ces derniers pourront ainsi faire intervenir un autre prestataire que le Contractant, pour les secteurs des Prestations, lorsqu'ils sont liés par un tel accord d'exclusivité.

Dans cette dernière hypothèse, le Contractant devra permettre au prestataire des Occupants titulaire de sa propre exclusivité d'utiliser le matériel installé par le Contractant dans les espaces de Privatisations du Palais de Tokyo, tel que décrit à l'article 5.3 du Contrat. Cette utilisation sera permise aux conditions économiques conformes au secteur d'activité, et fera l'objet d'un accord entre le Contractant et le prestataire des Occupants concerné.

Le Contractant fournira au Palais de Tokyo les coordonnées à communiquer aux Occupants leur permettant de le contacter pour leurs besoins audiovisuels dans le cadre de leurs Privatisations.

4.3 Conditions de réalisation des Prestations

Le Contractant a été sélectionné par le Palais de Tokyo pour la réalisation des Prestations dans le cadre des Privatisations organisées par les Occupants sur le site du Palais de Tokyo.

Les Prestations seront effectuées par le Contractant sur commande des Occupants, selon les besoins de ces derniers et les accords intervenant entre eux et le Contractant. Il est ainsi entendu que le Contractant intervient en tant que prestataire des Occupants pour les Prestations.

Il facture les Occupants pour les Prestations qu'il réalise sur le site du Palais de Tokyo, conformément à leurs besoins et aux devis acceptés par ces derniers. Ces devis doivent être établis sur la base de prix qui ne peuvent être supérieurs à ceux indiqués dans l'offre remise par le Contractant et reportés en Annexe 1 au Contrat.

Ces prix demeurent valables pendant toute la durée du Contrat. En tout état de cause, le Contractant s'engage à faire approuver expressément au Palais de Tokyo toute évolution envisagée de ces prix.

Le Contractant s'engage à transmettre un devis détaillé aux Occupants dans un délai de [À COMPLÉTER (ne peut être supérieur à 5 jours calendaires)] suivant leur demande, à défaut de quoi les Occupants pourront librement recourir à un autre prestataire pour les besoins audiovisuels de leur évènement.

Il est rappelé que l'intervention du Contractant doit également respecter les stipulations du Contrat.

Le Contractant s'engage à maintenir, pour toute la durée du Contrat, la qualité des Prestations, telle qu'elle a justifié sa sélection. A ce titre, dans l'hypothèse où le Palais de Tokyo constaterait une qualité inadéquate des Prestations du Contractant et/ou inférieure à celle présentée au Palais de Tokyo dans le cadre de la procédure de sélection, le Palais de Tokyo pourra retirer l'exclusivité octroyée. Le Contrat serait dans cette dernière hypothèse résilié aux torts du Contractant, sans formalité judiciaire.

4.4 Modalités de suivi des Prestations

Le Contractant s'engage à désigner au sein de son équipe un ou plusieurs interlocuteurs dédiés, habilités à le représenter auprès du Palais de Tokyo dans le cadre du Contrat et chargés du suivi des Prestations. Il communique au Palais de Tokyo leurs noms, qualités et coordonnées afin qu'ils soient transmis aux interlocuteurs du Palais de Tokyo.

Le Contractant organisera [PÉRIODICITÉ À COMPLÉTER (a minima chaque semestre)] une réunion de suivi se tenant au sein du bâtiment du Palais de Tokyo, à une date à convenir avec ce dernier, permettant notamment d'évoquer les Prestations passées et les Privatisations à venir.

A l'occasion de ces réunions, le Contractant s'engage à établir un récapitulatif des Prestations réalisées pour les Occupants et à présenter les factures correspondantes, servant de base de calcul pour la redevance visée à l'article 6 ci-après.

4.5 Installation de matériel et raccordement au réseau électrique du Palais de Tokyo

Au regard de la fréquence estimée des Privatisations se tenant dans certains espaces du bâtiment du Palais de Tokyo, le Contractant devra installer des équipements structurels, d'éclairage et audiovisuels de base dans les espaces suivants, dont les plans figurent en Annexe 2 au Contrat :

- Le « Toguna » ;
- Le « Tokyo Art Club » ;
- La « Power Room ».

Les caractéristiques de ces équipements sont indiquées en Annexe 2 au Contrat. Ces équipements de base seront maintenus dans ces espaces jusqu'au terme du Contrat.

OPTION : Le Contractant pourra également installer et maintenir des équipements structurels, d'éclairage et audiovisuels supplémentaires dans les espaces précités et/ou dans d'autres espaces du bâtiment, tels qu'ils sont indiqués en Annexe 3 au Contrat, avec les plans des espaces concernés.

Le Contractant fera contrôler l'installation de ces équipements par un bureau de contrôle, dont il devra transmettre au Palais de Tokyo le rapport dans les 15 (quinze) jours suivant leur installation et suivant tout remplacement de matériel. La maintenance régulière de ces équipements sera également à la charge du Contractant.

En cas de panne ou de mauvais fonctionnement du matériel installé, le Contractant devra réparer ou remplacer les éléments concernés dans un délai de [À COMPLÉTER (ne peut être supérieur à 10 jours calendaires)] et en tout état de cause dans un délai permettant leur utilisation dans le cadre des Privatisations conformément aux accords entre le Contractant et les Occupants.

Le Palais de Tokyo pourra utiliser, sans contrepartie pécuniaire versée au Contractant, le matériel installé par ce dernier dans les espaces de son bâtiment. Cette utilisation sera réalisée sous la responsabilité du Palais de Tokyo, selon les consignes et notices transmises par le Contractant.

Aux fins d'installation du matériel du Contractant et de réalisation de ses Prestations, notamment en matière de distribution électrique, le Palais de Tokyo autorise le Contractant à intervenir sur son réseau électrique et à s'y raccorder, dans le cadre strict du Contrat et dans le respect des conditions de sécurité mentionnées à l'article 4.7.

Dans le cadre des commandes de prestations audiovisuelles passées auprès d'une autre société avant la date de signature du Contrat (mentionnées à l'article 2 du Contrat), le matériel installé par le Contractant pourra être utilisé par la société précitée, après l'entrée en vigueur du Contrat. Cette utilisation sera permise aux conditions économiques conformes au secteur d'activité, et fera l'objet d'un accord entre le Contractant et ladite société.

4.6 Utilisation du domaine public

Le Contrat emporte utilisation temporaire du domaine public, notamment concernant le matériel du Contractant installé et maintenu dans les espaces du bâtiment du Palais de Tokyo. Cette utilisation temporaire du domaine public ne confère pas le droit réel prévu à l'article L2122-6 du Code générale de la propriété des personnes publiques.

Le Contrat est soumis aux règles d'occupation et d'utilisation temporaire, précaire et révocable du domaine public. En conséquence, le Contractant ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux, à l'occupation des espaces du bâtiment du Palais de Tokyo ou à quel qu'autre droit que ce soit.

A la cessation du Contrat, pour quelle que cause que ce soit, le Contractant restituera au Palais de Tokyo les espaces de son bâtiment, libres de tout matériel et installations (le matériel devra être retiré des espaces concernés dans un délai de 10 (dix) jours à l'issue du Contrat).

4.7 Responsabilité, sécurité et garanties

Le Contractant demeure responsable de l'exécution des Prestations, ainsi que du matériel installé (qu'il le soit de façon durable, pour le matériel de base et le matériel supplémentaire, ou de façon plus ponctuelle pour chacune des Privatisations), ainsi que des opérations de montage et de démontage des installations et du matériel.

L'installation et le retrait de structures et matériel au sein du bâtiment du Palais de Tokyo ne doivent entraîner aucune dégradation des espaces de ce bâtiment et doit respecter toutes les règles applicables. Toutes les précautions doivent être prises pour éviter des dégradations sur les plafonds, les murs et les installations fixes. En ce sens, tout percement doit recevoir un accord préalable écrit du Palais de Tokyo.

Le Contractant s'engage à avoir toutes les autorisations, habilitations ou qualifications nécessaires pour le maniement et l'utilisation par lui ou ses prestataires des outils ou engins (nacelles, chariots, autres...), outils électriques, matériel son et audiovisuel, branchements électriques, le cas échéant.

Le Contractant doit tenir à la disposition du chef de la sécurité du Palais de Tokyo, le certificat de réaction au feu des matériaux utilisés, et agréments divers correspondant au matériel utilisé en cours de manifestation. Les certificats d'origine étrangère ne peuvent être pris en considération. Seuls les procès-verbaux émanant de laboratoires agréés français sont acceptés.

Le Contractant s'engage à s'assurer, auprès d'une société agréée, que ses installations électriques, raccordées sur le compteur principal du Palais de Tokyo, ne puissent pas causer de trouble de jouissance au Palais de Tokyo, dans le cadre de son exploitation. Il devra, par ailleurs, s'assurer que ses installations électriques sont conformes à la législation relative à l'organisation d'une manifestation recevant du public.

En sa qualité d'employeur, le Contractant s'engage à prendre en charge les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel affecté à toutes prestations effectuées au Palais de Tokyo. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations nécessaires.

Le Contractant s'engage à remettre au Palais de Tokyo, à la signature du Contrat puis tous les six (6) mois pendant la durée du Contrat, une attestation des organismes sociaux justifiant du parfait règlement des cotisations sociales, ainsi que tout document prévu par les articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail.

Le personnel et les prestataires du Contractant demeurent sous sa responsabilité et doivent se conformer strictement aux lois et règlements en vigueur dans les lieux occupés et notamment la réglementation relative à la sécurité des locaux et des Établissements Recevant du Public (« ERP »), aux dispositions des règlements de sécurité édictés par la Direction de la Sécurité de la Préfecture de Police ainsi qu'aux recommandations du chef de la sécurité du Palais de Tokyo.

Le Contractant devra prendre connaissance, signer, respecter et faire respecter par ses préposés tout plan de prévention du Palais de Tokyo qui lui serait communiqué par ce dernier relativement à son bâtiment ainsi que par les Occupants.

Le Contractant doit, lors de chaque prestation effectuée sur le site du Palais de Tokyo, détenir toutes les autorisations nécessaires relatives à cette prestation, et respecter toute norme en vigueur.

Le Contractant garantit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité pour toute la durée du Contrat, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés par lui, son personnel et/ou les choses qu'il a sous sa garde, dans le cadre des prestations qu'il effectue sur le site du Palais de Tokyo. En cas de survenance de tels dommages, la responsabilité du Contractant pourra être engagée.

Le Contractant devra également souscrire un contrat d'assurance pour couvrir son matériel et ses installations, et plus généralement ses biens présents dans le bâtiment du Palais de Tokyo, ainsi que les biens dont il est détenteur et dépositaire. L'assurance du Contractant devra garantir notamment les risques d'incendie, explosion, dégât des eaux, vol, bris de glace.

Le Contractant renonce et fera renoncer ses assureurs à tout recours contre le Palais de Tokyo et ses assureurs au titre des dommages et garanties mentionnés aux paragraphes précédents.

Le site du Palais de Tokyo disposant d'un système de vidéoprotection dans son bâtiment, sur son parvis ainsi que sur ses terrasses, le Contractant est informé que des images de son personnel, présent dans le bâtiment du Palais de Tokyo ou dans ses environs, pourront être enregistrées par ce dispositif. Les enregistrements sont conservés par le Palais de Tokyo pour une durée inférieure ou égale à un mois, sauf procédure judiciaire en cours. Le personnel du Contractant pourra accéder aux enregistrements le concernant en s'adressant au Responsable de la sécurité du Palais de Tokyo.

Le Contractant s'oblige à faire respecter le présent article par son personnel, ses prestataires, préposés et stagiaires.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU PALAIS DE TOKYO

5.1 Modalités de communication de l'exclusivité

Le Palais de Tokyo s'engage à informer les Occupants de l'exclusivité dont bénéficie le Contractant pour les Prestations, et à leur transmettre son nom et ses coordonnées, telles que fournies et actualisées, le cas échéant, par le Contractant.

Le Contractant sera mentionné sur le site internet du Palais de Tokyo et sur la brochure commerciale des Privatisations du Palais de Tokyo comme prestataire exclusif pour les Prestations dans le cadre des Privatisations au sein du bâtiment du Palais de Tokyo.

5.2 Information relative aux Privatisations et suivi des Prestations

Le Palais de Tokyo transmettra mensuellement au Contractant le calendrier des Privatisations confirmées, afin que ce dernier puisse prendre contact avec les Occupants, faire des propositions techniques et présenter une offre financière.

Le Palais de Tokyo accueillera au sein de son bâtiment les réunions de suivi avec le Contractant organisées par ce dernier conformément à l'article 4.4 du Contrat.

5.3 Possibilité de stockage temporaire de matériel

Le Palais de Tokyo pourra le cas échéant permettre au Contractant de stocker temporairement du matériel au sein de son bâtiment, en fonction de ses possibilités logistiques et de l'occupation de ses espaces.

Dans l'hypothèse d'une telle autorisation de stockage du Palais de Tokyo (précisant la durée, le lieu du stockage et la nature du matériel stocké), le Contractant prend à sa charge la livraison, le retrait, le

déplacement et les assurances correspondant au matériel stocké. Il est entendu que les biens stockés dans les espaces du bâtiment du Palais de Tokyo restent sous la garde et la responsabilité du Contractant.

Ainsi, le Contractant devra prévoir un dispositif de sécurité suffisant pour se garantir contre le vol et la dégradation de son matériel, qui reste son entière propriété et sous sa seule responsabilité. A ce titre, le Palais de Tokyo ne pourra être tenu responsable en cas de vol et/ou de dégradation des installations et matériel du Contractant.

ARTICLE 6 – MODALITÉS FINANCIÈRES

6.1 Rémunération des Prestations

Le Contractant perçoit directement les recettes provenant de la réalisation des Prestations, en vue d'assurer sa rémunération, ainsi que de l'amortissement des investissements qu'il a effectués le cas échéant dans le cadre du Contrat.

6.2 Redevance

En contrepartie de l'exclusivité du Contractant et de son intervention au sein du bâtiment du Palais de Tokyo prévue par le Contrat, le Contractant s'engage à verser au Palais de Tokyo une redevance annuelle calculée selon le chiffre d'affaires global hors taxes réalisé sur le site du Palais de Tokyo dans le cadre du Contrat, de la façon suivante :

[À COMPLÉTER]

Le chiffre d'affaires hors taxes du Contractant servant d'assiette au calcul de la redevance porte sur toutes les activités commerciales réalisées par le Contractant sur le site du Palais de Tokyo chaque année pendant la durée du Contrat, que l'activité ait été à l'initiative du Contractant ou apportée directement ou indirectement par le Palais de Tokyo.

Le Contractant devra fournir au Palais de Tokyo, sur demande, la copie des factures délivrées aux Occupants du Palais de Tokyo, relative à chacune des Prestations effectuées sur le site du Palais de Tokyo, au maximum 1 (un) mois après chaque demande.

La redevance de l'année en cours est acquittée tous les six (6) mois d'avance, dans les trente (30) jours suivant la présentation par le Palais de Tokyo de la facture correspondante, ces acomptes semestriels s'élevant chacun à une moitié de la redevance due au titre de l'année précédente. Le versement de la redevance due au titre du premier semestre de chaque année calendaire est ainsi effectué au plus tard le 31 mars de l'année en cours ; le versement de la redevance due au titre du second semestre étant effectué au plus tard le 30 septembre de l'année en cours.

Le chiffre d'affaires de chaque année calendaire est arrêté à la date du 31 décembre et transmis dans les soixante (60) jours suivants au Palais de Tokyo pour le calcul définitif du montant de la redevance de l'année écoulée. Cette réévaluation de la redevance donnera lieu soit à remboursement par le Palais de Tokyo, soit à paiement d'un montant supplémentaire par le Contractant.

Dispositions transitoires :

Le Contractant débutant ses activités en cours d'année 2025, la redevance due au titre de l'année 2025 est fixée à [À COMPLÉTER : XX% (XX pour cent) de XX € HT (XX euros hors taxes)], chiffre d'affaires estimé par le Contractant pour la réalisation des Prestations de la date de signature du Contrat au 31 décembre 2025.

Pour l'année 2026, le montant de chaque acompte semestriel de redevance sera calculé et proratisé en référence au chiffre d'affaires réalisé en 2025.

Lors de la dernière année calendaire d'exploitation, le chiffre d'affaires de l'année est arrêté à la date de fin du Contrat et transmis dans les soixante (60) jours calendaires suivants au Palais de Tokyo pour le calcul définitif du montant de la redevance de l'année incomplète. Cette réévaluation de la redevance donnera lieu soit à remboursement par le Palais de Tokyo, soit au paiement d'un montant supplémentaire par le Contractant.

6.3 Modalités de paiement

La redevance mentionnée à l'article 6.2 du Contrat est acquittée par virement sur le compte bancaire du Palais de Tokyo suivant :

[À COMPLÉTER]

Ce compte sera susceptible d'être modifié par le Palais de Tokyo, qui en informera le Contractant par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, pour quelque cause que ce soit, les sommes échues porteront intérêt de plein droit au taux légal, après demande du Palais de Tokyo.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITÉ - DONNÉES PERSONNELLES

7.1 Les Parties s'engagent, pour la durée du Contrat et pour une durée de dix (10) ans après son terme, à préserver la confidentialité et à ne pas divulguer à quelque tiers que ce soit, les termes et conditions du Contrat, ni aucune information relative à l'autre Partie qui n'aurait pas déjà été révélée aux tiers volontairement par cette Partie elle-même et, notamment, toute information écrite ou orale relative à ses finances et à son organisation, à laquelle l'autre Partie pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes ou de ses relations avec cette Partie.

Ainsi, le Contractant s'engage à garder strictement confidentiels le taux et le montant de la redevance à verser au Palais de Tokyo, et de ne pas les divulguer auprès de tiers au Contrat.

Également, tous les documents de communication émis par le Contractant mentionnant le présent Contrat et/ou le Palais de Tokyo seront soumis à l'accord du Palais de Tokyo, préalablement à toute diffusion auprès du public ou de tiers. Le Contrat ne confère aucune autorisation de reproduction du logotype du Palais de Tokyo au Contractant.

7.2 Conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier au règlement général sur la protection des données n° 2016/679 du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 (dite loi «

Informatique et Libertés »), les Parties garantissent, en toute hypothèse, qu'elles prennent les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données personnelles transmises par chacune des Parties contre tout traitement non autorisé ou illégal ainsi que contre la perte, la destruction accidentelle et l'altération des données.

De manière générale, les Parties s'obligent à respecter la réglementation nationale et européenne en vigueur en matière de protection des données personnelles.

Il est entendu que toute donnée personnelle transmise par l'une des Parties à l'autre doit uniquement être traitée et conservée aux fins d'exécution des obligations des Parties prévues par le Contrat et pour leur relation, en premier lieu dans le cadre du Contrat. Elles seront conservées pour la durée nécessaire à ces fins. Chacune des Parties ne pourra transférer à un tiers les données personnelles reçues de l'autre Partie, sans l'accord préalable de cette dernière.

Les Parties garantissent respectivement qu'elles ont obtenu le consentement des personnes concernées permettant le traitement et la transmission des données qu'elles pourraient se communiquer dans le cadre du Contrat.

Il est rappelé que chaque personne concernée bénéficie d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement, ainsi qu'un droit à la portabilité de ses données ou de limitation du traitement. Chaque personne dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION – FORCE MAJEURE

8.1 En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une de ses obligations contractuelles et sur simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse à l'issue d'un délai de 30 (trente) jours calendaires, le Contrat pourra être résilié de plein droit par la Partie se prévalant de l'inexécution, sans préjudice de tous dommages et intérêts que cette dernière serait en droit de réclamer pour l'inexécution par l'autre Partie de ses engagements.

Néanmoins et compte tenu de la nature des présentes, les Parties s'engagent à exécuter leurs obligations dans un esprit de mutuelle confiance et conviennent d'engager, préalablement à toute difficulté, une discussion pour trouver conjointement une solution dans les intérêts respectifs bien compris des Parties.

8.2 En cas de force majeure ou de cas fortuit, tels que définis par l'article 1218 du Code Civil et par la jurisprudence des cours et tribunaux français, empêchant l'une ou l'autre des Parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du Contrat, ce dernier sera résolu de plein droit, sans formalité judiciaire et sans mise en demeure, à moins que cet empêchement soit temporaire et permette la poursuite du Contrat.

ARTICLE 9 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS

Le Contrat est constitué du présent document et ses annexes, qui en font partie intégrante :

- Annexe 1 : Prix pratiqués par le Contractant vis-à-vis des Occupants

- Annexe 2 : Liste des équipements de base et espaces concernés
- **OPTION** : Annexe 3 : Liste des équipements supplémentaires et espaces concernés

ARTICLE 10 - RÈGLEMENT DES LITIGES

La loi applicable est la loi française.

En cas de difficulté pour l'exécution ou l'interprétation du Contrat, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception d'une notification envoyée par l'une des Parties à cet effet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

À défaut d'accord amiable, les Parties conviennent expressément que tous les litiges entre elles, et notamment ceux liés à l'application, l'exécution, l'interprétation, la résiliation ou la validité du Contrat, seront portés devant les tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 11 - SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Les Parties ont accepté de signer le Contrat par voie de signature électronique au sens des dispositions des articles 1367 et suivants du Code civil et déclarent en conséquence que la version électronique du Contrat constitue l'original du document et est parfaitement valable entre elles.

Les Parties déclarent que le Contrat sous sa forme électronique constitue une preuve littérale au sens de l'article 1367 du Code civil, a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et pourra valablement leur être opposé.

Fait à Paris, en un exemplaire original, le _____

POUR LE PALAIS DE TOKYO

Mme Marianne Berger-Laleix

POUR LE CONTRACTANT

[À COMPLÉTER]

ANNEXE 1 : PRIX PRATIQUES PAR LE CONTRACTANT VIS-A-VIS DES OCCUPANTS

[À COMPLÉTER]

PROJET

ANNEXE 2 : LISTE DES ÉQUIPEMENTS DE BASE ET ESPACES CONCERNÉS

LISTE DES ÉQUIPEMENTS DE BASE :

TOGUNA :

Sonorisation :

- Enceintes avec lyres d'accroches
- Caissons de basse (*sub-bass*) amplifiés
- Contrôleur amplifié
- Console numérique (minimum 16 voies)
- 4 micros haute fréquence sans fil
- Boitier et récepteur Bluetooth

Eclairage :

- Système d'éclairage automatique et géré par une console
- Enregistreur des configurations lumineuses (*recorder*)
- 8 projecteurs découpes pour éclairage plateaux

Vidéo :

- 2 vidéoprojecteurs pivotants avec objectifs
- 1 écran de projection (1 écran appartenant au Palais de Tokyo étant déjà installé)
- 1 écran LCD/LED de minimum 75 pouces avec barre de visioconférence

- Câblage pour le matériel
- Ordinateur ou tablette centralisant le contrôle des équipements
- Régie fixe accessible uniquement par la face et régies déportées pour faciliter l'accès et la connexion aux équipements
- Distribution électrique fixe sécurisée (notamment armoire 63A)

TOKYO ART CLUB :

Sonorisation :

- Enceintes avec lyres d'accroches
- Caissons de basse (*sub-bass*) amplifiés
- Contrôleur amplifié
- Console numérique (minimum 16 voies)
- 4 micros haute fréquence sans fil
- Boitier et récepteur Bluetooth
- Console DJ avec 3 platines

Eclairage :

- Système d'éclairage automatique et géré par une console
- Enregistreur des configurations lumineuses (*recorder*)
- 5 projecteurs découpes pour éclairage plateaux

Vidéo :

- 1 vidéoprojecteur pivotant avec objectifs

- Câblage pour le matériel
- Ordinateur ou tablette centralisant le contrôle des équipements
- Régie fixe accessible uniquement par la face et régies déportées pour faciliter l'accès et la connexion aux équipements
- Distribution électrique fixe sécurisée (notamment armoire 63A)

POWER ROOM :

Sonorisation :

- Enceintes avec lyres d'accroches
- Caissons de basse (*sub-bass*) amplifiés
- Contrôleur amplifié
- Console numérique (minimum 16 voies)
- 4 micros haute fréquence sans fil
- Boitier et récepteur Bluetooth

Eclairage :

- Système d'éclairage automatique et géré par une console
- Enregistreur des configurations lumineuses (*recorder*)
- 3 projecteurs découpes pour éclairage plateaux

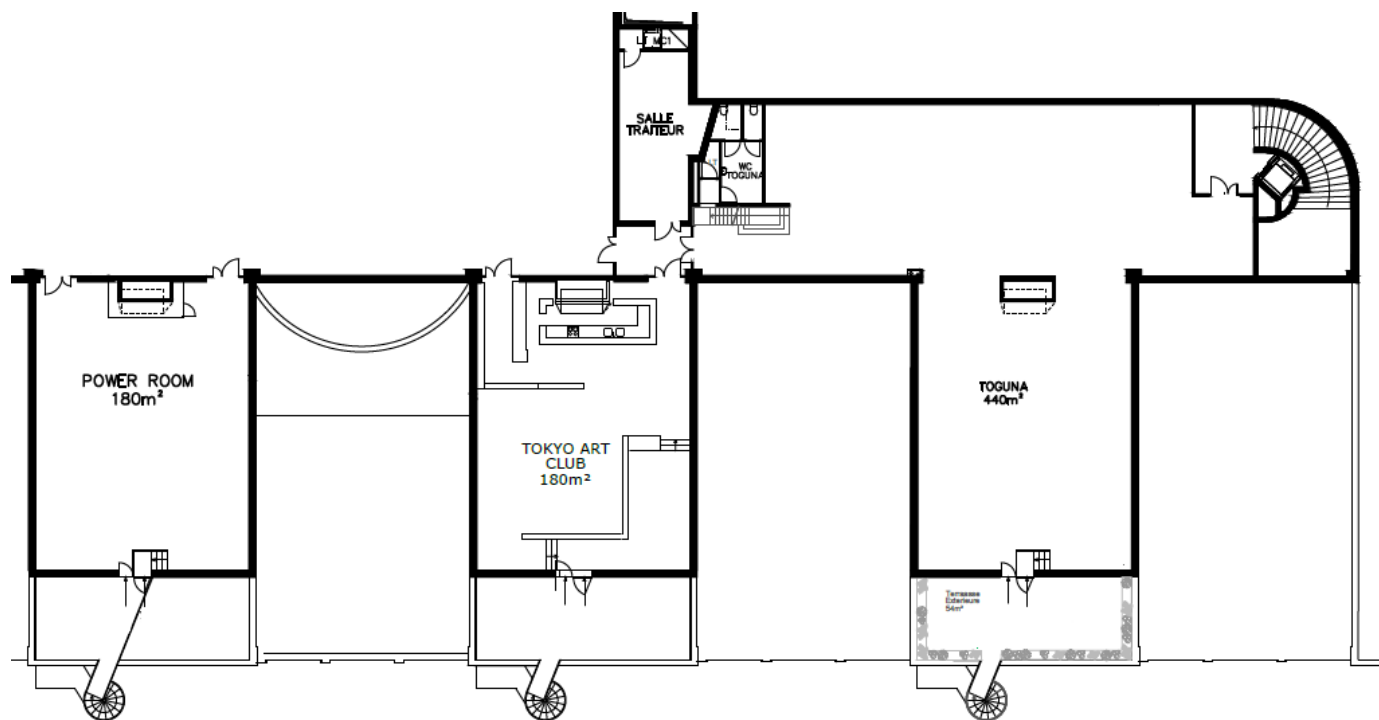
Vidéo :

- 1 vidéoprojecteur pivotant avec objectifs
- 1 écran LCD/LED de minimum 75 pouces avec barre de visioconférence

- Câblage pour le matériel
- Ordinateur ou tablette centralisant le contrôle des équipements
- Régie fixe accessible uniquement par la face et régies déportées pour faciliter l'accès et la connexion aux équipements
- Distribution électrique fixe sécurisée (notamment armoire 63A)

PLAN DES ESPACES :

« Toguna », « Tokyo Art Club » et « Power Room »
Niveau 3 du Palais de Tokyo



ANNEXE 3 : LISTE DES ÉQUIPEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET ESPACES CONCERNÉS

[À COMPLÉTER]

PROJET